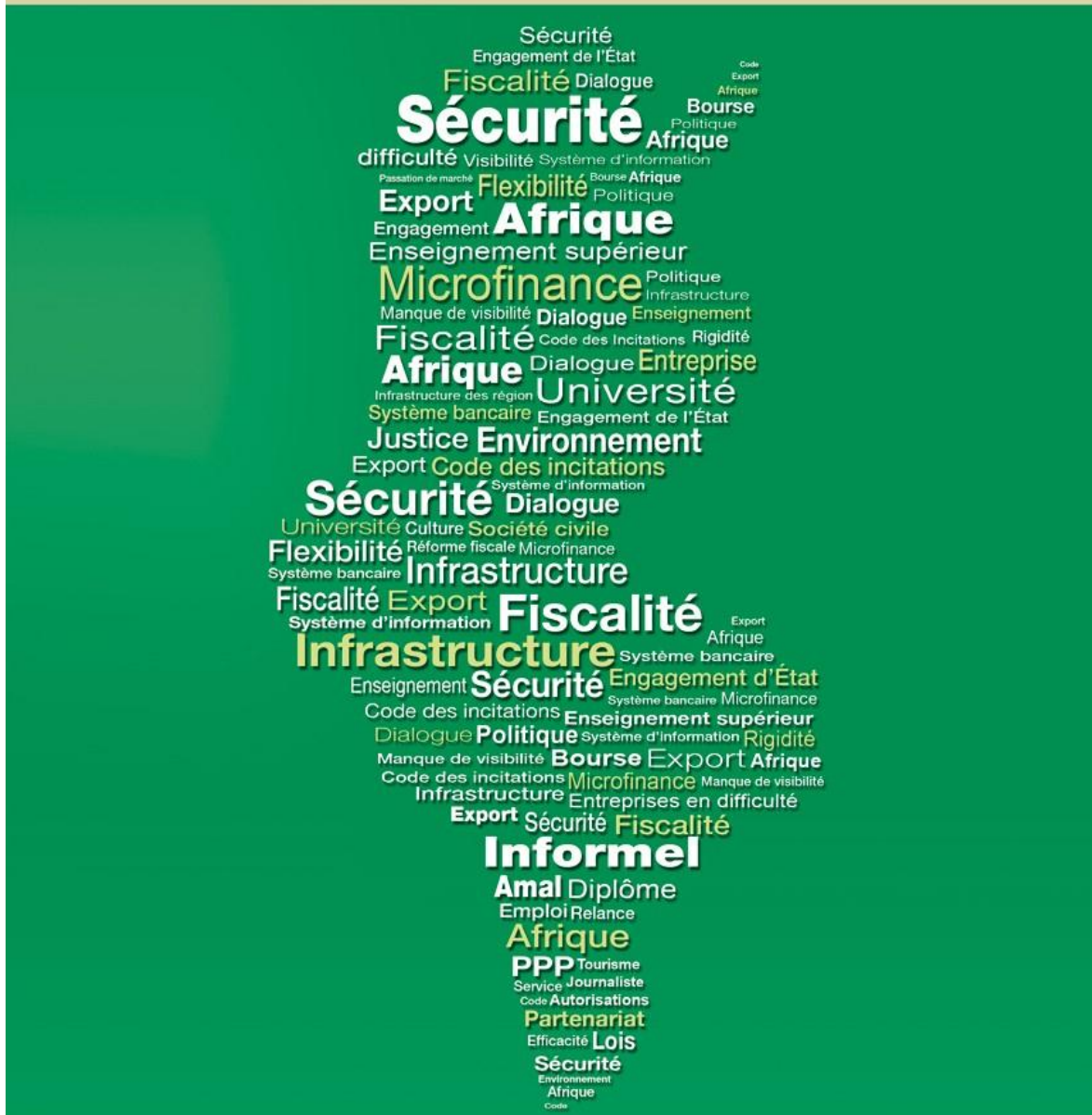


# Consultation avec le secteur privé

Programme d'appui budgétaire, Juin 2012



<sup>1</sup> La taille et la fréquence d'utilisation des mots sur la carte ci-dessus transposent la réalité du débat et de la consultation avec le secteur privé

## **I- Contexte :**

Suite à une requête du Gouvernement Tunisien, la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale et l'Union Européenne (et l'Agence Française de Développement) sont en train de préparer un programme d'appui budgétaire pour l'année 2012 qui vise à soutenir l'économie Tunisienne à travers certaines réformes économiques.

Un certain nombre de réformes critiques pour le développement du pays a été identifié conjointement entre les bailleurs et le gouvernement. Ces réformes sont en cours de discussion avec le gouvernement et les services compétents.

Dans ce cadre, la Banque Africaine de Développement, en collaboration avec la Banque Mondiale et l'Union Européenne ont organisé une consultation du secteur privé afin de recueillir leurs priorités et leurs apports en termes de pistes de relance économique.

Plusieurs hauts responsables du secteur privé ont répondu à cet appel en assistant à une réunion au siège de la Banque Africaine de Développement le 07 Juin 2012 (voir Annexe).

Cette consultation a permis aux partenaires d'avoir la vision et la priorité des représentants du secteur privé pour orienter les discussions en cours avec le gouvernement.

La réunion a permis de dégager les 10 pistes prioritaires pour relancer l'économie (voir section II) et d'avoir une liste plus détaillée de mesures sectorielles (voir section III).

Ce qui en ressort globalement c'est les mesures pour lever le manque de sécurité et de visibilité politico-économique, qui pèsent sur le monde de l'entreprise.

## **II- Les 10 mesures prioritaires pour relancer l'économie Tunisienne**

### *Environnement des affaires*

1. **Améliorer la sécurité**, en mettant en place un plan précis (notamment pour le tourisme et sur les frontières Libyennes)
2. **Libérer l'initiative privée** avec la réduction des autorisations et des formalités administratives
3. **Activer la réglementation de douane existante** avec les couloirs de couleurs différentes pour faciliter la congestion

### *Réforme fiscale*

4. **Réformer la fiscalité**, à travers quatre volets : (i) mettre en place des campagnes de sensibilisation avec une hotline fiscale, (ii) recruter 5000 personnes en charge du recouvrement fiscal, (iii) appliquer un système « bonus-malus » (iv) Revoir le

barème d'imposition et abolir le régime forfaitaire

#### *Formation et employabilité*

5. **Reformer l'enseignement supérieur et la formation professionnelle**, en impliquant d'avantage le secteur privé dans la mise en place des programmes universitaires

#### *Export et ouverture sur l'Afrique*

6. Mettre en place une véritable **stratégie d'exportation et d'ouverture sur l'Afrique**
7. Mettre en place un fonds de **promotion des services IT Offshore** en Tunisie

#### *Système Financier*

8. **Ouvrir le cadre de la micro finance** aux nouveaux acteurs privés et du monde associatif en incluant un meilleur partage des risques et des couts (mettre en application la législation de micro-finance avec le mécanisme de partage de risque avec l'Etat)

#### *Autres*

9. **Lancer un programme de « IT literacy, »** pour participer activement à l'inclusion sociale et régionale
10. Instaurer des partenariats entre l'Etat et la société civile pour **résoudre les problèmes de pollution et de sécurité qui nuisent au tourisme**

### **III- Orientations thématiques :**

#### *Environnement des affaires :*

- Renforcer en urgence la sécurité i) des personnes physiques, ii) les entreprises, iii) des hôtels et leurs fournisseurs, iv) sur les frontières
- Mettre en place un diagnostic sur le fonctionnement du port de Rades et enlever les freins d'investissement générés par la lourdeur administrative du port de Radès
- Résoudre le problème de congestion en mettant en place véritablement le système des couloirs vert, orange, rouge déjà prévu
- Renforcer le respect des lois et des procédures par les personnes et les sociétés
- Mettre une barrière à l'informel grâce à des contrôles à la douane et à l'augmentation de l'attractivité et l'efficacité du circuit formel
- Encourager les municipalités et la société à jouer un rôle dans la protection de l'environnement à travers de vrais partenariats
- Moderniser l'Etat et sa gouvernance à travers des systèmes d'information en PPP (ce qui contribuera à la création des emplois)

- Sécuriser le transfert des données pour relancer le secteur de l'*offshoring*
- Ouvrir le système de franchises
- Œuvrer pour une vraie réconciliation entre les mondes du public et du privé

#### *Réforme fiscale et code des incitations*

- Moderniser et réformer la fiscalité tunisienne pour plus de justice et d'équité
- Remonter l'assiette minimale d'imposition physique à 3000 dinars au lieu de 1500 dinars
- Recruter des personnes en charge du recouvrement de l'impôt (par exemple 5000 personnes)
- Envoyer systématiquement et automatiquement des avis d'imposition aux personnes physiques
- Campagne de sensibilisation pour inciter les citoyens à payer leurs impôts

#### *Formation et employabilité*

- Lancer un débat national sur la réforme de l'enseignement supérieur et instaurer une stratégie cohérente en dehors de toute idéologie pour le système d'éducation et surtout pour l'enseignement supérieur
- Fermer les établissements de formation inefficaces (à fort taux de chômage)
- Financer des programmes de reconversion et de formation de recyclage
- Encourager la formation des centres professionnels et techniques plutôt que les formations sans horizon d'embauche
- Revoir le prime Amal en la rendant plus efficace et non pas un frein au recrutement
- Dupliquer l'expérience de certification/formation de la « Tunisian Association of Communication technology » qui offre un emploi à la sortie
- Instaurer un service militaire obligatoire de 2 ans après le diplôme pour apprendre la discipline aux diplômés et leurs donner du temps de trouver un emploi

#### *Export et ouverture sur l'Afrique*

- Assister les entrepreneurs Tunisiens à s'ouvrir sur le marché Africain via la CEPEX
- Libérer le potentiel d'exportation de services en Afrique et ailleurs
- Mettre en place un fond de promotion de l'exportation des services IT

#### *Système Financier*

- Besoin de dynamiser et de restructurer le système financier à travers deux grandes actions : (i) le sécuriser pour le rendre, peut-être plus entreprenant, prêt à prendre plus de risque pour le financement de l'économie et (ii) travailler

avec la BCT et l'Etat pour regarder ses maux (SI, gouvernance, recapitalisation) et le moderniser (restructurer)

- Soutenir financièrement les entreprises en difficulté notamment dans le secteur touristique (sécurisation et restructuration de la dette du tourisme)
- Soutenir les PME et les petits métiers en répondant à leurs besoins de financement
- Recapitaliser et renforcer les capacités des banques publiques et privées (exemple : minimum de capital de 500 million de dinars libéré sur 3 ans)
- Changer la mentalité des banques : mentalité de garanties physiques vers une mentalité de *cash flow* futures
- Résoudre les problèmes de compétences du personnel de la banque en renforçant leurs compétences dans l'analyse des risques des PME, des services et d'*engineering* financier
- Mettre en application les décrets d'application de la loi sur la micro-finance
- Mettre en place une structure de financement des PME publique privée avec un mode de gestion de type privé
- Redynamiser la bourse comme moyen de financement
- Travailler sur le changement des mentalités des PME encore réticentes à ouvrir leurs capitaux suite au financement bancaire
- Encourager plus de transparence et d'efficacité dans le traitement des dossiers de demande de financement par la BTS et BFPME

#### *Développement régional et infrastructure*

- Améliorer les infrastructures régionales comme condition essentielle au développement des régions (accès, zones industrielles, IT..), exemple de Gafsa
- Lancer des projets d'infrastructure en PPP

#### *Code des incitations aux investissements*

- Revoir rapidement le code d'incitation aux investissements afin de i) augmenter l'attractivité de la destination ii) donner plus de place aux activités à fort taux d'encadrement (IT, innovation..) iii) simplifier les procédures et les formalités
- Mettre en place un code d'incitation spécifique à l'ICT et au tourisme

#### *Investissements et achats publiques*

- Simplifier la procédure de passation de marché en limiter les délais à 1 mois et en supprimant la condition du moins disant
- Abolir la commission supérieure des marchés
- Instaurer une condition d'exécution du budget de l'Etat (minimum de 75% de réalisation)

## ANNEXE : Liste des participants à la consultation du secteur privé

Secteur	Organisation	Titre	Prénom	Nom	Position
Représentant secteur privé	UTICA	Mr	Hichem	Elloumi	Président de la commission économique
Représentant secteur privé	CONNECT	Mr	Riadh	Zaydane	Membre bureau exécutif
Représentant secteur privé	CONNECT	Mr	Ridha	Mahjoub	Membre bureau exécutif
Tourisme	Fédération Tunisienne de l'hôtellerie	Mr	Zakaria	Zegoulli	Secrétaire Général
Offshoring	HR Access	Mr	Raouf	Mhenni	Directeur Général
Engineering et construction	COMETE Inginnering	Mr	Radhi	Meddeb	CEO
Enseignement Supérieur	MSB	Mme	Leila	Triki	Associate Dean for Full Time Programs
Banques	BIAT	Mr	Kais	Affes	Manager - Département stratégie
Industrie	Groupe Loukil	Mr	Walid	Loukil	Directeur Général Adjoint
Private Equity/Finance	Tuninvest	Mr	Iskander	Oueslati	Principal Investment Officer
Consulting	Swicorp	Mr	Ouissem	Ghorbel	Associé/Fondateur
Micofinance	Enda inter-arabe	Mme	Fatma	Triki	Manager
Textile	Groupe Maill Club	Mr	Mehdi	Abdelmoula	Directeur Général